



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ

**portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables
aux installations classées pour la protection de l'environnement
exploitées par la SAS FE Saint Clément à EPLESSIER ET THIEULLOY-L'ABBAYE**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment, les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment son article 15 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 11 et 17 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu les permis de construire un parc éolien à EPLESSIER et THIEULLOY-L'ABBAYE, comprenant 11 aérogénérateurs, délivrés le 9 janvier 2012 à la SAS INNOVENT ;

Vu le certificat d'antériorité du 26 septembre 2012 délivré à la SAS INNOVENT pour le parc éolien qu'elle exploite à EPLESSIER et THIEULLOY-L'ABBAYE ;

Vu la lettre du 21 juillet 2017 accusant réception du changement d'exploitant déclaré par la SAS FE Saint Clément pour les 4 aérogénérateurs qu'elle exploite à EPLESSIER et THIEULLOY-L'ABBAYE, à la place de la SAS INNOVENT ;

Vu le donner acte du 12 octobre 2018 considérant comme non substantielles les modifications concernant le parc éolien qu'exploite la SAS FE Saint Clément à EPLESSIER et THIEULLOY-L'ABBAYE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 21 juillet 2025, transmis à l'exploitant par courriel du 25 septembre 2025, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 26 septembre 2025, reçu le 30 septembre suivant ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Vu les observations de l'exploitant par courriel du 23 octobre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 21 juillet 2025 réalisée sur le site précité et suite à la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- Les aérogénérateurs E2, T8 et T9 ne disposent pas de balisage diurne, et ce contrairement aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé prévoyant que « *Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile* ».

- L'exploitant n'a pas justifié qu'il respecte la périodicité maximale d'un an pour réaliser un arrêt et un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime pour les aérogénérateurs E1, E2, T8 et T9, et ce contrairement aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé prévoyant qu' « *Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.*

- un arrêt ; [...]

- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, [...] et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. »

- Les installations électriques intérieures des aérogénérateurs E1, E2, T8 et T9 ne sont pas contrôlées par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification, et ce contrairement aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé prévoyant que « [...] Les installations électriques intérieures [...] sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. [...] ».

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, la protection de la nature, la protection de l'environnement et la protection des paysages ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS FE Saint Clément de respecter les dispositions des articles 11 et 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La SAS FE Saint Clément, dont le siège social est situé 5 rue Horus – Parc de la Haute Borne – 59650 VILLENEUVE-D'ASCQ, est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté pour le parc éolien qu'elle exploite à EPLESSIER et THIEULLOY-L'ABBAYE.

Article 2 – Balisage des aérogénérateurs E2, T8 et T9

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé qui prévoit notamment que : « *Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile* ».

Article 3 – Périodicité maximale de réalisation des tests d'arrêt et d'arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime des aérogénérateurs E1, E2, T8 et T9

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé qui prévoit notamment qu'« *Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.*

- un arrêt ; [...]

- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, [...] et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. ».

Article 4 – Vérification des installations électriques intérieures des aérogénérateurs E1, E2, T8 et T9

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé qui prévoit notamment que « *[...] Les installations électriques intérieures [...] sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. [...]* ».

Article 5 – Sanctions éventuelles

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2, 3 et 4 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 – Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée auprès de la cour administrative d'appel de Douai, compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être saisie via l'application Télérecours accessible par le site : www.telerecours.fr.

Article 7 – Publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans la Somme, à l'adresse suivant : <https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Autres-decisions>, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 8 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS FE Saint Clément et dont une copie sera adressée aux maires d'EPLESSIER et de THIEULLOY-L'ABBAYE.

Amiens, le 7 NOV. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD